

**A l'attention de la FCPE Île-de-France,  
Questionnaire "L'éducation au cœur de la société et au centre des élections",  
mars 2010,  
Mouvement Démocrate, Liste Démocrate et centriste menée par Alain Dolium**

*Alain Dolium et les candidats franciliens du Mouvement Démocrate (MoDem), rassemblés sur la liste Démocrate et centriste, partagent vos préoccupations.*

*Nous avons axé nos réponses, non sur l'ensemble des problématiques que vous soulevez mais plutôt sur des points qui nous paraissent essentiels et dont notre programme régional est le reflet.*

*Il n'en demeure pas moins que l'ensemble des questions que vous soulevez (dont toutes ne concernent pas cette élection à proprement parlé) méritent une attention particulière et spécifique. Nous vous proposons de mettre en place une collaboration plus approfondie et régulière et réfléchir à la façon dont des groupes de travail commun pourraient à l'avenir contribuer à l'amélioration de notre système éducatif dans son ensemble.*

*Pour ces élections régionales, autour d'Alain Dolium, candidat à la présidence de la Région Île-de-France, nous avons centré notre projet sur **l'égalité des chances** et la réussite de tous. Notre programme porte particulièrement sur les termes de la problématique éducation/orientation/formation/emploi.*

## **Constats :**

- Les jeunes représentent 26% de la population d'Ile-de-France (25% en France). Trop longtemps la jeunesse a été considérée comme la France de demain en oubliant qu'elle était déjà la France d'aujourd'hui et que certains problèmes attendaient des réponses immédiates.
- 16% de jeunes franciliens sortent sans diplôme.
- Le taux de chômage des non-diplômés sortis depuis moins de 5 ans de formation initiale est passé de 18% (1978) à 41% (2005).
- les élèves des « quartiers » nourrissent les statistiques du chômage des jeunes depuis trop longtemps sans qu'on ait jamais fait suffisamment ce qu'il fallait.
- 6 élèves sur 10 suivent cycle secondaire général et technologique, 4 sur 10 suivent un cycle secondaire professionnel.
- à l'entrée en seconde professionnelle, 69% des élèves ont un retard d'un an et + ; en première année de CAP, le taux monte à 86%
- Les études sur l'échec et les décrochages scolaires soulignent 3 types de profils qui amènent aux difficultés: les sans diplômes, la poursuite d'études erronées, le manque de place dans l'établissement souhaité
- Les élèves du secondaire se partagent entre ceux qui connaissent les chemins de la réussite et ceux qui n'ont pas les "clefs". Les familles sont encore victimes du déterminisme social et culturel

*Malgré ses atouts et sa richesse, l'Île-de-France est une région profondément inégalitaire. Le développement de la Région s'est fait au profit de quelques zones privilégiées, tandis que les autres, banlieues, espaces ruraux, et même certains arrondissements de Paris, étaient largement oubliés en matière de développement économique, de transports efficaces, d'infrastructures et de suivi de l'éducation et la formation des jeunes.*

*Education, culture, sécurité, formation, mixité,..., accès au premier emploi, **les inégalités ne sont plus acceptables.***

*Echecs et orientation scolaire font échos au cursus scolaire. Même si certains domaines sont de compétence nationale comme l'éducation au sens strict, la région par son poids a le devoir d'agir et de redonner du sens, entre autres, à **l'orientation des jeunes et leur formation.***

*L'orientation est encore trop souvent défailante du fait d'une mauvaise coordination entre bassin d'emploi, entreprises et formations dispensées.*

L'enseignement professionnel n'est pas optimisé : Orientation subie plutôt qu'orientation choisie, manque de valorisation du potentiel de chacun, mauvais suivi par l'entreprise accueillante.

Le décrochage scolaire reste un problème que les écoles de la deuxième chance ne peuvent à elles seules résoudre ni quantitativement ni qualitativement si l'on considère qu'en amont les sorties du système classique n'ont pu être empêchées.

Les lycées sont des espaces majeurs de savoir et de culture. Nous souhaitons qu'ils deviennent le cœur même de l'épanouissement culturel et éducatif de notre région. A nous d'en faire aux cotés des enseignants un espace d'excellence et de **mieux vivre lycéen**.

La compétence de la région sur les seuls problèmes d'infrastructures ne peut limiter son impact à la seule gestion des murs (il faut encore un petit nombre d'années pour terminer une rénovation que l'État n'avait pas été capable de mener avant la décentralisation). Autant en ce qui concerne le lycée d'enseignement général et technologique, le lycée professionnel et la formation, on ne saurait négliger les enjeux et l'avenir de l'Île-de-France sans accompagner au plus près enseignants et lycéens.

Nous nous concentrerons sur l'humain.

## ***Une véritable égalité des chances et des territoires***

483.000 lycéens sont directement concernés par les décisions prises au niveau régional. La Région, responsable de l'infrastructure des lycées (près de 500 établissements), y consacre des moyens importants (1/4 de son budget).

L'éducation est d'abord nationale, reconnue et respectée comme telle. Mais la Région peut **aider à l'orientation, créer du mieux vivre lycéen** et provoquer un nouvel élan culturel et éducatif depuis les lycées.

### **Garantir l'égalité des chances**

La transmission de l'éducation est plus difficile quand les parents ne sont pas informés, faute de niveau professionnel suffisant, ou par absence d'intégration dans des réseaux. Il est indispensable de développer, par tous les moyens possibles, une information simultanée en direction des jeunes et de leurs parents, sur les métiers et les stratégies de formation possibles. C'est autant garantir l'information que donner une perspective et une motivation supplémentaire aux jeunes.

**Lancer le programme « Passeport Découverte » aidera à l'orientation de tous ceux qui veulent découvrir les métiers, dans leur bassin d'emplois ou leur département**, par des accords avec les fédérations professionnelles. Découvrir la palette de formations possibles est aussi un levier de la réussite qu'il faut moderniser.

L'accès aux stages est également discriminant. Nous proposons la création d'une **Bourse aux stages**, en coopération avec les Chambres des Commerces.

**Le tutorat** étudiant sera mis en place. Un tuteur personnalisé est capable d'éclairer chacun sur son parcours.

Nous devons **lutter contre l'échec scolaire** en développant des modules adaptés hors temps scolaire. En collaboration avec l'éducation nationale on étudiera la mise en place de modules de réappropriation des connaissances, de consolidation ou d'approfondissement. L'accompagnement et le soutien scolaire doit mieux s'appuyer sur le tutorat étudiant et le secteur associatif pour être offert à tous et pas seulement à ceux qui en ont les moyens.

### **Les écoles de la deuxième chance**

Pour aider à l'intégration professionnelle et sociale durable des jeunes sortis du système éducatif sans qualification et sans diplôme, ont été créés en France les Ecoles de la Deuxième Chance.

Il s'agit là d'une bonne expérience que nous soutenons. Cependant, à l'échelle de l'Île-de-France, elle est encore trop confidentielle. 11 établissements seulement ne concernent que 1400 jeunes en 2009 ! On est loin du compte comparé aux dizaines de

milliers de jeunes en décrochage avec la société et le monde du travail dans notre région. Il faut dans un premier temps **doubler les écoles de la seconde chance et les concentrer en priorité sur les secteurs où l'échec scolaire est plus élevé.**

### **Revaloriser l'apprentissage**

L'apprentissage débouche automatiquement sur l'emploi, ainsi que l'enseignement par alternance. Les 180 Centres de Formation des Apprentis (CFA) d'Île-de-France rendent ainsi accessibles 800 métiers. C'est donc une filière d'éducation à soutenir avec enthousiasme. **Le nombre d'apprentis devra donc encore augmenter pour atteindre 150.000 vers 2014.**

Il faut aussi moderniser cette filière, la rapprocher de son temps et des besoins de demain.

Pour le permettre, **une meilleure information des jeunes sur la qualité et les débouchés des filières**, et une information renforcée des entreprises vers les CFA sera nécessaire, utilisant les circuits classiques et l'internet.

L'ouverture des nouvelles filières économiques (éco-bâtiment, nouvelles technologies) pour certains CFA sera soutenue, en lien avec les tissus économiques locaux. **Des démonstrateurs d'éco-bâtiments** seront par exemple construits dans des zones choisies, comme la Basse-Seine, et ouverts tant à l'enseignement qu'au public.

Les CFA de gestion, qui font simplement transiter les crédits vers le secteur de la formation professionnelle après les avoir recueillis, seront groupés en une seule unité pour la Région, et seront progressivement dotés **d'un label de qualité pour mieux employer les crédits vers les filières du futur.**

On doit mieux organiser la médiation entre monde de l'entreprise et jeunes stagiaires. On l'accompagnera par un **tutorat revalorisé** au sein des entreprises partenaires : les médiateurs de la réussite pour tous.

Partout où le monde de l'enseignement entretient des liens étroits avec le monde du travail, l'accès à l'emploi est plus efficace.

Il faut accompagner les jeunes, dans la durée, par un suivi de proximité. Cela passe par la revalorisation et la modernisation de l'apprentissage, en tissant de meilleurs liens entre les centres d'apprentissage et les Lycées. Cela passe également par la mise en œuvre d'un programme qui **rapproche formations et besoins des bassins d'emplois locaux**. Il faut faire rimer subvention avec lutte contre le chômage. Un jeune qui a trouvé sa vocation, accompagné d'un tuteur, et qui finit par s'intégrer dans l'emploi peut échapper au cycle infernal de la dévalorisation.

### **Université populaire du soir**

Faire de nos établissements scolaires des espaces de culture et d'éducation pour tous c'est démultiplier les lieux de diffusion des savoirs par autant de lycées implantés en Île-de-France. Sur le temps extrascolaire, nous ouvrirons les lycées pour **l'université populaire pour tous** : des salles ouvertes aux cours pour adultes et des espaces publics dédiés aux événements culturels (musique, théâtre, expositions,..) au cœur des quartiers. Elle sera développée sur la base du volontariat locale et soutenue par la Région comme un progrès essentiel pour l'accès de tous à la culture et aux savoirs.

### **Faire du développement durable un projet central pour les lycées**

Le conseil régional est responsable des bâtiments. Notre proposition est double : il est d'une part nécessaire que de nombreux travaux soient engagés pour réduire les dépenses d'énergie, et d'autre part, nous souhaitons engager un programme d'installation de panneaux solaires sur les établissements scolaires.

Il faut enfin associer les lycéens à ces réflexions, à ces travaux, et montrer à travers l'organisation de projets, comment les enseignements peuvent converger vers un monde plus équilibré.

### **Des "pions" dans les lycées**

L'actualité a récemment révélé à nouveau de graves agressions dans des lycées franciliens. Nous restons choqués qu'un espace dédié aux savoirs et à l'épanouissement de chacun devienne le lieu de toutes les violences urbaines. Quand une société déshumanisée et individualiste laisse filer la désespérance et le chômage des jeunes, se développent toutes sortes de barbaries.

L'approche sécuritaire plutôt que préventive et éducative prend parfois le dessus dans certaines mesures gouvernementales. Ce n'est pas efficace. Ce n'est pas à coup "d'Equipes Mobiles de Sécurité" en blousons kakis (Plan Hortefeux-Chatel de septembre 09), qui ne sont *jamais là où il faut quand il faut*, qu'on solutionne ces problèmes. Vidéo-surveillance et fils barbelés ne sont pas non plus de vrais moyens. Un lycée n'est pas un bunker. On se trompe en proposant aux jeunes une violence institutionnalisée.

Nous proposons le "**contrat lycées plus surs**" et la réintroduction dans les lycées de ce que nous appelions communément les « pions ». Ces jeunes gens qui finançaient leurs études en encadrant leurs benjamins lycéens ont l'avantage de pouvoir être des intermédiaires entre le corps professoral et les lycéens, et constituer ainsi des facteurs d'équilibre dans la vie des lycées. Cette fonction peut compléter aisément les dispositifs de sécurité mis en place. C'est une réponse par l'humain et par l'exercice d'un dialogue permanent et préventif à des problèmes de société.

Le conseil régional peut prendre ces emplois à sa charge.

### **Scolarité et handicap**

Poursuivre **la mise aux normes d'accessibilité des lycées** tel que prévu par la loi et mettre en oeuvre une politique « d'inclusion » des jeunes handicapés. Il convient de mener des projets et des expériences nouvelles capables d'offrir au sein des établissements les soutiens médicalisés nécessaires, les accompagnements de vie scolaire indispensables, le soutien d'éducateurs spécialisés au cœur de classes ordinaires,... Il faut ainsi fluidifier la vie lycéenne des jeunes handicapés. Le tutorat par les élèves eux même, les ressources de la société civile,..., font aussi partie des pistes à explorer.

### **Programme de création de bibliothèques, d'espaces numériques de proximité et d'éducation aux média.**

Nous souhaitons accompagner les enseignants et les lycéens par la création de salles dédiées aux outils d'une société de communication qui a parfois pris le dessus sans qu'on en apprenne les codes et les limites. C'est par la pratique que des savoir-faire s'acquièrent et que les étudiants s'émancipent. A ces Mini studios audio-visuels, salles de visioconférence internationale et internet, doivent s'associer la culture du livre, du texte et de l'écrit, complémentaires autant que fondements des nouveaux média.

### **Ouvrir à l'international en soutenant les échanges de lycéens et l'apprentissage des langues**

Nous sommes en retard dans la maîtrise des langues étrangères. Cette compétence de l'éducation nationale peut être soutenue par la région en finançant des échanges au cœur de l'Europe.

### ***Et enfin en lien avec notre programme pour l'éducation, la formation des jeunes et l'égalité des chances, nous entendons mener une politique de soutien à la jeunesse d'Île-de-France***

Les réflexions des Jeunes montrent l'attente de forts changements. Que ce soit pour restaurer l'égalité des chances, l'envie d'apprendre, et la recherche de débouchés clairs, les conditions ont beaucoup changé depuis les « 30 glorieuses » : l'orientation des études

reste difficile, le monde du travail est moins accueillant, les logements sont chers. Il faut adapter l'action publique à ces besoins nouveaux :

- Pour donner davantage l'envie d'apprendre : **consultation préalable des élèves pour recueillir leurs attentes** pour l'aménagement des lieux de vie collectifs, culturels et sportifs, à l'occasion de la rénovation des lycées; installer dans chaque lycée un lieu de réunion associatif et l'aménager; étendre le dispositif Tick'Art à tous les jeunes de moins de 25 ans, avec tarifs préférentiels.
- Pour devenir acteur de son orientation : créer **un guichet unique de l'orientation par Internet**, et par des relais locaux dans les établissements.
- Pour s'insérer durablement dans le monde du travail : rendre plus simples les dispositifs accessibles aux moins de 25 ans en **assouplissant les critères d'accès**; renforcer la formation continue et la validation des acquis d'expérience, particulièrement pour les jeunes les plus en difficulté; mettre en place un programme « Capital Jeunes » pour accompagner 1 000 projets innovants des jeunes à faible qualification.
- Pour responsabiliser l'accès à l'autonomie : **adresser les aides aux jeunes** et non aux familles, à partir de 18 ans (notamment les prestations sociales), demander au futur Office Régional de l'Habitat de faciliter l'accès des jeunes au logement, en se portant garant pour les jeunes locataires (sous forme de cotisation à une mutuelle); permettre l'achat du mobilier de première nécessité par des prêts à taux zéro; **taxer les logements vides de plus de deux ans** pour financer ces nouvelles demandes.

*En définitive, loin de limiter notre compétence aux infrastructures, nous entendons mener une politique volontaire et affirmée pour la réussite de tous. Au cœur de notre idée : s'intéresser à ceux qui vivent dans les lycées et pas seulement aux murs.*

*Nous proposons un programme totalement orienté vers l'amélioration du quotidien des Franciliens et plus spécifiquement des lycéens et jeunes stagiaires, par des solutions qui peuvent être mises en œuvre rapidement.*

*Par ailleurs, une politique éducative efficace doit se préoccuper des conditions de vie dans les cités. Quartiers ghettoïsés, familles précarisées, parents sans emploi, manques de lien social, politiques d'urbanisme, transports défectueux,..., sont d'autres défis bien réels.*

*Parce qu'il n'y a pas de qualité de vie sans emploi, nous avons placé l'emploi au centre de notre projet. C'est le poumon de la vie.*

*Parce que la région doit être capable de créer des bassins de vie harmonieux nous faisons de la proximité (emploi/logement/transports/services/culture) le pilier du mieux vivre en Île-de-France.*

*Quant à l'éducation, vous aurez compris qu'Alain Dolium et son équipe font de l'égalité des chances une priorité, du savoir et de la formation la clef capable d'offrir une perspective aux jeunes d'aujourd'hui.*

Pour Alain Dolium,  
Sylvain Canet, Responsable Commission nationale éducation, candidat 92  
et l'équipe de campagne de la liste Démocrate et centriste